

RECHERCHE

UNE DÉMARCHE DE RECHERCHE AVEC PLUTÔT QUE POUR LE PRATICIEN

L'EURED (Équipe universitaire de recherche en éducation et didactique) de l'Université Toulouse-Le Mirail, travaille depuis vingt ans sur l'entrée dans l'écrit. Nos travaux, commencés en Israël en 1978, se sont poursuivis en France dans des quartiers difficiles avec un objectif inchangé : contribuer, avec les moyens de la recherche, à faciliter l'entrée des enfants dans l'écrit.

Pour y parvenir, l'attitude classique du chercheur ne suffit pas : adopter une attitude contemplative, c'est-à-dire analyser dans le confort de son bureau des données préalablement recueillies sur le terrain, ne nous est pas apparu comme suffisant. C'est pourquoi, en réponse au *do it* des autorités israéliennes intéressées par notre affirmation que tout enfant peut apprendre à lire-écrire si on s'y prend correctement, nous nous sommes engagés dans une démarche de recherche-action. C'est la démarche de ceux qui croient qu'on ne peut connaître vraiment les choses que si on essaie de les transformer, car dans un processus de recherche-action le chercheur ne travaille pas *pour* le praticien mais *avec* lui, partant de ses problèmes et faisant siens ses objectifs, mais avec une visée plus universelle que la sienne.

En pratique, ceci signifie une forte présence du chercheur dans la classe, auprès de l'enseignant et des élèves, à la recherche de solutions aux problèmes que pose l'écrit aux enfants. Notons que l'adoption d'une telle attitude ne va pas de soi : aux yeux de l'Université, mal comprise, elle n'est pas reconnue ; aux yeux des autorités de l'enseignement primaire, tout aussi mal comprise, elle est tolérée en général, mais vécue le plus souvent comme une intrusion qui embarrasse les micropouvoirs locaux et

dont les pouvoirs nationaux ne savent que faire. Ces travaux ont pourtant été soutenus occasionnellement par diverses directions du Ministère, de l'Union européenne, des collectivités territoriales ou d'autres partenaires. Tel est le paradoxe d'une Éducation nationale qui, tout en proclamant sans cesse que la lecture est sa priorité des priorités et que les ZEP sont son principal souci, ne sait pourtant pas tirer parti des réalisations effectives.

Dans certains cas pourtant, localement, dans un département ou avec une équipe de circonscription, un projet se développe pendant quelques années. On assiste alors au spectacle inhabituel de stages mis sur pied et animés par des chercheurs, formateurs et praticiens, de dispositifs et de matériel pédagogiques construits ensemble, d'évaluations élaborées, passées et analysées en commun, avec parfois le soutien de collectivités territoriales. Tel fut le cas du département de l'Aude au cours des huit dernières années, dont une évaluation ambitieuse essaiera sous peu de mesurer les effets.

C'est dans un tel cadre qu'ont pu être travaillés, par exemple, une organisation de la classe basée sur l'autonomie et la co-construction des savoirs, une didactique d'entrée dans la culture écrite reposant sur la littérature de jeunesse et l'écriture, des outils d'évaluation relatifs à l'écriture inventée et à l'écriture reproduite, une approche différente de l'orthographe.

Vous avez dit « renouveau de la politique des ZEP » ? Nous sommes prêts.

Jacques FIJALKOW, Eliane FIJALKOW
Université Toulouse-le Mirail

RESSOURCES

À DOUAI, UNE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ TONIQUE...

LE Centre Alain Savary a organisé en août 1997, à Douai, une université d'été sur le thème « Pratiques pédagogiques et éducatives dans des contextes difficiles d'éducation ». Ce temps de rencontre entre praticiens et chercheurs a permis de mettre en débat des problématiques actuelles, difficiles mais jugées essentielles par les acteurs de terrain. Une façon tonique de se remettre en forme pour l'année scolaire !

C'est à travers l'analyse des pratiques professionnelles des acteurs (enseignants, éducateurs et autres partenaires) que cette notion de « contextes difficiles d'éducation » a été interrogée. La réflexion s'est appuyée sur deux types d'action pour les jeunes en difficulté. Tout d'abord, les actions d'accompagnement sco-

laire qui touchent un large public et pour lesquelles nous possédons un grand nombre d'expériences de terrain. D'autre part, des actions qui concernent un public beaucoup plus spécifique, de jeunes déscolarisés ou en voie de déscolarisation, d'élèves en rupture avec l'institution scolaire pour lesquels des projets nouveaux se mettent en place sous le nom de « classes relais ». Ces deux exemples qui illustrent des niveaux de difficulté croissante (difficulté des élèves mais aussi de l'institution pour être en mesure de répondre aux problèmes posés) nous ont conduits à nous interroger, tout en prenant en considération les évolutions économiques, culturelles et sociales, sur la définition de public en difficulté et sur les diverses modalités des pra-

tiques professionnelles et partenariales qui sont menées dans ces contextes difficiles d'éducation.

Ressortent fortement de cette université d'été, les questions de l'analyse de l'efficacité des actions entreprises, de la complémentarité de ces actions qui se situent dans des lieux ou des temps périphériques avec le quotidien des classes et des établissements, de l'évolution des professionnalités et, de façon plus générale, des missions de l'école et du rapport qu'il convient de construire entre socialisation et apprentissage des savoirs.

Le Fonds d'action sociale (FAS) a participé à l'organisation de cette université d'été, dont les actes seront disponibles en septembre prochain au Centre Alain Savary.

Élisabeth MARTIN, CAS-INRP